TL6335

ÉLÉMENTS DE RÉPONSE AU RAPPORT DE L'AMBASSADE DE FRANCE A DJAKARTA, DATÉ DU 22 AOÛT 1984

Le document de l'Ambassade de France à Djakarta reprend pour l'essentiel, les grandes lignes de la propagande indonésienne. Les réserves parfois formulées ne viennent pas remettre en cause cette propagande mais visent, plutôt, à la renforcer contre de possibles critiques.

Un exemple de ce que nous venons d'affirmer, est donné par l'emploi prépondérant de témoignages proches de l'Église Catholique. Le rôle capital de l'Eglise dans la dénonciation des crimes dont est victime la population timoraise étant indéniable, l'auteur essaye de retourner en faveur de l'Indonésie cet important témoin.

Après en avoir reconnu la "crédibilité" il demande toutefois un décompte dû à "l'hostilité de principe" contre un pays musulman. On est étonné après un tel avertissement, de constater que la totalité des témoignages cités vient au fond bénéficier les thèses indonésiennes. La plupart de ces témoins étant mal identifiés ou leurs déclarations n'étant pas du domaine public nous ne nous y attarderons pas; il nous suffira de montrer que le témoignage de Mgr. Belo, le seul clairement identifié, ne correspond pas dans son ensemble aux deux appels faits à son témoignage.

S'il est vrai que l'Administrateur Apostolique de Dili a affirmé que la population civile se trouve entre deux feux et souffre des exactions du FRETILIN, on ne peut sans déformer complètement ses déclarations en déduire que la population est indifférente et "se rallie selon les circonstances au plus offrant", ou que "le FRETILIN s'en est même souvent fait des ennemis". Si Mgr. Belo s'en était tenu à de telles affirmations il n'y aurait pas de raison pour que le Ministre des Affaires Étrangères indonésien qualifie publiquement d'inexactes les informations véhiculées par l'Administrateur Apostolique.

.../...

.../...

Pour refléter la réalité il est donc indispensable de citer aussi d'autres affirmations de Mgr. Belo, affirmations qui se trouvent d'ailleurs reproduites dans les mêmes articles de presse auxquels l'auteur du document de l'Ambassade est allé chercher uniquement ceux qui servaient sa thèse.

"Nous vivons sous l'oppression -dit Mgr. Belo- Tout le territoire de Timor-Leste est comme une prison". "Le mois dernier les forces indonésiennes ont lancé une nouvelle opération contre le FRETILIN et contre tout ce qui est suspect d'être sympathisant". "En de nombreux endroits il y a violation des droits de l'homme, assassinats, cas de détentions et arrestations sans jugement"..."Je reçois beaucoup de plaintes de la population contre les excès des militaires et contre la violation des droits de l'homme".

(The Age - Melburne - 16/7/84)

L'Indonésie "recolonise" Timor-Est "les Timorais deviennent, sur leur propre terre, des citoyens de 2e. classe à cause de la venue de personnes de Java et des Célèbes"... "Je crains une javanisation de Timor-Est. A Dili on se demande souvent où sont les timorais"..."Les indonésiens exercent des représailles contre des agglomérations qui fournissent de la nourriture au FRETILIN. Pour servir d'exemple ils pratiquent des exécutions sommaires devant la population civile"..."Les deux camps, FRETILIN et armée indonésienne, terrorisent et attaquent la population mais il y a beaucoup plus d'excès de la part de l'armée"..."Le FRETILIN arrive à résister parce qu'il a un idéal, une bonne organisation et l'appui de la population".

(France Press)

Il faut avoir en considération que Mgr. Belo fait ces déclarations en Indonésie et Gilles Bertin, correspondant de France Press, s'est vu refuser le prolongement de son visa simplement pour les avoir reproduites. On peut penser que la presse indonésienne ne pourrait jamais les reproduire et que beaucoup de correspondants étrangers ne voudront pas s'exposer comme G. Bertin. Mgr. Belo lui-même, qui a déjà été admonesté par les autorités indonésiennes, cherchera à atténuer ses critiques à l'Indonésie se souvenant du sort réservé à son prédecesseur Mgr. Lopes et pour préserver certaines possibilités de servir d'inter-

.../...

médiaire entre l'Indonésie et le FRETILIN comme il en montre lui-même le désir au journal TEMPO, Djakarta 1/9/84.

Nous possédons d'autres témoignages de l'Eglise Catholique de Timor, plus détaillés sur les événements vécus à Timor, et pour le moins aussi dignes de considération que les témoignages recueillis par l'auteur du document. Pour des raisons évidentes, eux, ne peuvent être identifiés, nous joignons ces lettres en annexe sans les expurger.

L'aspect tendancieux du document, évident pour le choix des témoignages, l'est aussi par sa forme: les faits les plus défavorables á l'Indonésie et qui pour être trop connus ne peuvent être purement ignorés, sont le fait de "bruits courants" et de "rumeurs", ou alors minimisés "à la décharge du gouvernement... des sanctions étaient immédiatement prises". Rien n'échappe à cette volonté de défendre le point de vue indonésien, pas même la géographie, puisqu'on nous dit que le Timor-Oriental, y compris l'enclave d'Oecussi et l'Île de Ataúro ont une superficie de 14925 Km2 environ sur les 34000 de l'ensemble de Timor alors que cette superficie est de 18899 Km2.

Ces observations générales ne nous dispensent pas de répondre à quelques uns des points présentés dans le rapport.

SÉCURITÉ ET ACTIVITÉS MILITAIRES

Une des zones de combats fréquemment signalée est une vaste zone au sud de Dili: Bobonaro, Ainaro, Same, Allas. Cette zone est très éloignée des trois "bastions"que le FRETILIN occuperait depuis 10 ans "à l'exclusion de tout autre". Bobonaro se situe à 20 Km à peine de la frontière du Timor indonésien et contredit donc la thèse d'une rébellion limitée à la seule partie est du territoire .

L'offensive indonésienne lancée en août 83 est un échec: "ils pensaient en finir jusqu'à la fin décembre - écrit Mgr. Belo - mais on est en février et l'on ne voit pas le résultat de cette opération" (lettre à Mgr. Lopes), et en juillet il affirme que les opérations indonésiennes n'ont pas eu de succès (The Age. Melburne,AFP).

.../...

Le rapporteur de l'Ambassade entre, une fois de plus, en contradiction avec lui-même affirmant que si le FRETILIN résiste depuis 9 ans c'est parce que "son adversaire est peu aguerri" alors qu'il dit par ailleurs que l'armée indonésienne "a la volonté d'en découdre".

OFFENSIVE AOÛT /83 - FIN DU CESSEZ-LE-FEU .

La responsabilité de cette offensive est attribuée par l'Indonésie au Fretilin (attaque du 8 août). Il faut toutefois rappeler que l'attitude indonésienne changea complètement lorsque le Fretilin parvint à informer l'opinion internationale de l'existence de conversations et du cessez-le-feu. Les autorités indonésiennes commencèrent par nier ces faits, mais les preuves fournies les obligèrent à changer de tactique. Benny Murdani lança alors un ultimatum à la résistance: "Reddition ou mort". Les timorais refusant la première hypothèse, l'Indonésie se prépara pour la 2e. une "offensive finale","80 bataillons si nécessaire" affirma Murdani, dont le début était fixé au 17 août.

La Croix Rouge Internationale signale en juillet que quelques accrochages se sont déjà produits, le premier d'entre eux fut le massacre de 3 résistants qui se rendaient dans un village, désarmés, comme le stipulaient les accords du cessez-le-feu.

L'incident du 8 août, provoqué par des timorais supplétifs de l'armée indonésienne désireux de se joindre au Fretilin avant le début de l'offensive générale du 17, a servi à l'Indonésie de justification pour cette offensive préparée bien avant cela.

EFFECTIFS INDONÉSIENS

Le rapport fait une estimation des troupes indonésiennes à Timor-Est, au plus bas possible. Ainsi, environ 20 Bataillons de 800 à 1000 hommes donnent environ 15000 hommes (20x900=18000). Encore l'auteur précise-t-il que ces 15000 hommes incluent les unités civiles. À la page précedente il signalait que les indonésiens avaient pensé démobiliser ces unités (10000 hommes) mais ne l'avaient pas fait. Si les 15000 hommes incluent les effectifs des forces civiles de sécurité il n'y aurait donc que 5000 hommes des forces régulières à Timor-Est. Comme 2 ou 3 Bataillons réguliers sont composés de timorais (Bataillons 745 et 755 par exemple) on devrait conclure qu'il n'y a que 2 ou 3000 soldats indonésiens à

.../...

Timor. La volonté de réduire l'importance de la présence militaire indonésienne à Timor-Est a ainsi conduit le rapporteur sans qu'il s'en aperçoive, à un chiffre nettement inférieur à celui que les indonésiens reconnaissent y avoir "en exercices": 12000. Les observateurs sur place estiment,quant à eux, que ce nombre est d'environ 40000. Rien qu'à Lospalos -écrit Mons. Belo - il y a 10 Bataillons, et ils n'arrivent pas à gagner la guerre". "Nous sommes étonnés,comment dans ce pays où ils ont tant de bataillons, hélicoptères, tanks et bombardiers ont-ils encore besoin de l'appui de la population (mobilisation forcée de civils)". (lettre de Mgr. da Costa Lopes 16/2/84).

EFFECTIFS DU FRETILIN

Les autorités indonésiennes reconnaissent aujourd'hui de 600 à 800 résistants. Il est significatif que ces mêmes sources n'en avouaient que 50 ou 100 avant l'offensive d'août/83.

ACCEPTATION OU PERTE DE CRÉDIBILITÉ DU FRETILIN

Après 9 ans de lutte au cours desquels l'Indonésie s'est toujours efforcée de dresser certains timorais contre les autres, où la délation est utilisée systématiquement comme méthode de lutte (il faut nommer un informateur pour 10 familles, dit un document secret de l'armée indonésienne), il n'est pas étonnant que le Fretilin exerce des représailles contre ces collaborateurs.

Le Fretilin souligne aussi que, l'Indonésie utilisant la 'transmigration' d'habitants d'autres îles pour coloniser Timor-Est, il se voit dans l'obligation, pour lutter contre cette colonisation, d'attaquer ces civils.

Les indonésiens savent utiliser ces 'bavures' pour faire pression sur Mgr. Belo et sont même capables d'en rajouter pour augmenter leur effet. Le 15 juin Mgr. Belo a été conduit au village de CARAVELA où les militaires indonésiens lui ont montré les effets d'une attaque du FRETILIN et les restes d'une "chapelle" brulée par les "communistes". Le prêtre qui nous donne cette information et d'autres détails intéressants sur ce fait s'interroge et nous interroge: l'attaque ayant eu lieu le 14 à l'aube, comment la dite "chapelle", faite de bois et d'herbes sèches, pouvait-elle encore brûler lorsque Mgr. la visita, plus de 24 heures après l'attaque?

Le FRETILIN n'a jamais eu l'appui de la totalité de la population timoraise mais de nombreux témoignages , avant et après l'invasion, affirment que la majorité de la population l'appuie. S'il est une chose sur laquelle les timorais sont unanimes - ou presque - c'est sur le rejet de l'occupant indonésien. Même ceux qui ne concordent pas avec le FRETILIN s'organisent pour s'opposer à l'Indonésie. Xanana Gusmão, leader du Fretilin, reconnaît l'existence de ces grou-

.../...

pes formés par d'anciens partisans de l'intégration, et de l'UDT, qu'il ne considère pas comme rivaux mais comme alliés.

Dire que la population se rallie au plus offrant n'a guère de sens si on l'entend dans le sens habituel du plus offrant en avantages matériels immédiats, puisque les combatants du Fretilin et populations qui l'accompagnent vivent dans le plus grand dénuement. Malgré cela ce sont les militaires indonésiens qui reconnaissent dans des documents secrets que les timorais qu'ils ont incorporés "sont soldats indonésiens en façade mais dans le fond ils sont toujours sympathisants du FRETILIN" et encore "les membres du Fretilin sont issus des meilleurs fils du peuple et portent ses aspirations". Ces documents sont datés de fin 82, après 7 ans de guerre; la situation sera-t-elle très différente après 9 ans?

DROITS DE L'HOMME

Peut-être y a-t-il comme le signale le rapporteur quelques corrections d'abus et s'il y en a il est normal que l'Indonésie les présente pour sa propagande. De même tous les militaires indonésiens ne pourront être accusés; un prêtre raconte que les témoins d'un massacre ont souligné que des soldats indonésiens pleuraient, et des réfugiés rendent parfois hommage à un officier plus humain, mais c'est l'attitude générale de l'armée indonésienne qui viole l'ensemble des droits des timorais. Les témoignages d'assassinats, de tortures, de viols sont trop fréquents et suffisamment connus pour qu'on les cite ici, vous pourrez en rencontrer quelques uns dans les lettres de prêtres que nous joignons en annexe ou dans les rapports d'Amnesty International.

La Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, la Sous-Commission des Droits des Minorités (par 8 votes contre 1), le Pape Jean Paul II, les évêques catholiques indonésiens et portugais, le secrétaire d'Etat G. Schultz...ont récemment manifesté leur préoccupation pour ces violations, se trompent-ils tous ou sont-ils de mauvaise foi comme le prétend le Ministre indonésien des Affaires Etrangères?

Cette violence indonésienne transparaît d'ailleurs dans le langage même du rapporteur lorsqu'il prétend abonner en faveur de la combativité de l'armée : "résolus à vider l'abcès", "volonté d'en découdre " et dans la confession du Gouverneur Carrascalão lui-même "se faisant fort de pacifier le territoire, sitôt achevé le retrait des militaires". N'est-ce pas au service de ce retrait que la France devrait mettre toute son influence si elle cherche la paix?

PROGRÈS ECONOMIQUE ET SOCIAL

.../...

PROGRÈS ECONOMIQUE ET SOCIAL

C'est là le principal point de la propagande indonésienne, mais à qui servent ces "infrastructures" tant vantées? À qui servent les routes si les timorais ne peuvent sortir des villages et camps où ils sont parqués? Mgr. Belo le dit clairement: "cela n'a pas satisfait les timorais...ils sentent que cela n'est pas pour eux mais pour l'Indonésie" (The Age, 16/7/84).

Education. Outre les cas signalés dans le document où des écoles catholiques ont été transformées en écoles musulmanes alors que cette religion n'a pas d'adeptes à Timor Est, l'éducation est globalement ressentie comme un instrument de colonisation puisque l'enseignement est donné en BAHASA indonésien alors que le TETUM et le PORTUGAIS, langues traditionnelles des timorais, en sont bannies.

Les timorais ressentent aussi comme une violaton tout l'aspect idéologique d'écoles où leurs enfants sont obligés de "chanter les louanges de la Mère Patrie indonésienne".

Santé. La situation sanitaire est encore agravé par la situation de famine qui règne de nombreux mois de l'année. Les indonésiens retirent même les médicaments de la circulation "pour éviter que l'un d'eux ne tombe aux mains de la résistance" écrit un prêtre qui ajoute: "Depuis avril le diocèse essaye de retirer de la douane 12 caisses de médicaments, les envahisseurs lèvent toujours des problèmes et depuis avril jusqu'à maintenant ils n'ont pas laissé retirer ces médicaments" (lettre 2/7/84).

Quant aux hopitaux les réfugiés et un responsable de la CRI qui ne veut être identifié, disent qu'ils sont pleins de blessés indonésiens.

Famine. Ce n'est pas une invention des exilés, la Croix Rouge et l'Eglise l'ont maintes fois signalée et en juillet encore Mgr. Belo affirme que la situation est en ce domaine "très mauvaise dans la partie orientale".

CROIX ROUGE INTERNATIONALE

Si la France avait besoin de la Croix Rouge mais que - en raison des limitations mises à son activité par une puissance occupante - cette aide ne continuait qu'en CORSE, accepteriez-vous que l'on dise: "il convient de faire justice des déclarations d'après lesquelles la Croix Rouge aurait totalement cessé ses activités en France. En fait celles-ci n'ont jamais été interrompues en Corse"? C'est pourtant une comparaison légitime.

Si c'est pour leur propre sécurité que les membres de la Croix Rouge n'ont pas été autorisés à sortir de Dili depuis août 83 doit-on en conclure qu'il n'y a pas de sécurité hors de Dili?

.../...

SITUATION POLIQUE

Si le gouvernement indonésien considère l'intégration comme irréversible il faut tout de même se rappeler que cette intégration est illégitime selon le Droit International et qu'elle a été condamnée par l'Assemblée Générale de l'ONU. Le manque de fermeté de nombreux pays, parmi lesquels la France, pourra dans l'avenir faire triompher la FORCE contre le DROIT dans cette même Assemblée mais les timorais continueront à résister.

Si les indonésiens se réjouissaient et se sentaient "confortés dans leur résolution par le soutien que viennent de leur apporter les Etats-Unis qui ont refusé d'accorder un visa diplomatique à Ramos Horta pour se rendre à l'automne prochain aux Nations-Unies "ils ont dû déchanter ! Tout comme ils ont dû le faire lorsque le Pape a manifesté sa préoccupation en recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur de Djakarta, ou lorsque G. Schultz a exprimé la sienne devant le Ministre des Affaires Etrangères indonésien ou encore en apprenant que le gouvernement australien appuierait la mission du S.G. de l'ONU sur Timor, alors qu'il avait voté contre en 1982.

Mgr. Belo a dit (The Age/AFP) que la meilleure voie pour rétablir la paix et protéger les droits du peuple serait de revenir au cessez-le-feu, retirer les renforts militaires indonésiens envoyés à Timor en août et recommencer les négociations avec le Fretilin. L'Administrateur Apostolique de Timor-Est demande que soient respectés "la culture, la religion, l'identité et les droits des timorais". "Si l'Indonésie veut coloniser Timor Est par la force,les choses seront plus difficiles, il y aura plus de résistance de la part des timorais".

Il ne faudrait pas pour cela penser que Mgr. Belo est un extrémiste politique, une fois admis ce retrait des troupes indonésiennes il se satisferait apparemment d'une "plus grande autonomie" comme le possèdent d'autres provinces indonésiennes. "L'auto-détermination comme elle est demandée par le FRETILIN est difficile . Alors nous devrons penser à construire l'avenir de Timor-Est. Pour cela le gouvernement devra être capable de gagner les coeurs et les esprits" (Tempo - Djakarta 1/9/84).

Ce que les timorais veulent, selon Mgr. Belo, c'est "la liberté d'aller au marché, d'aller cultiver leurs terres, de se déplacer ", (Tempo - Djakarta 1/9/84) "une administration timoraise, plus de possibilité d'intervenir dans les départements publics, les affaires et le commerce" (The Age 16/7/84).

Le FRETILIN n'accepte pas cette solution. Seule une consultation à la population - sans pressions ni de l'armée indonésienne ni des combattants du Fretilin permettrait de savoir ce que veut réellement le peuple timorais.

.../...

C'est pour faciliter cette libre consultation que le Fretilin a proposé lors des négociations de mars 1983 que les troupes des deux côtés se retirent dans des zones controlées par l'ONU.

Toute consultation de la population de Timor-Est pour son auto-détermination devrait être organisée par l'ONU. Non seulement parce que, combinant la terreur et la fraude, le parti gouvernemental indonésien Golkar a réussi à gagner les élections législatives de 1982 avec 99,5% des votes des timorais, mais parce que l'organisation même des élections peut facilement être manipulée. Il faut se rappeler que l'administration est indonésienne et que les observateurs étrangers pourraient avoir quelque difficulté à distinguer le timorais des indonésiens, ce qui peut être important vu qu'à Dili, par exemple, plus de la moitié de la population est déjà composée d'indonésiens venus d'autres îles (dixit Mgr. Belo).

On ne peut que s'étonner du caractère nettement pro-indonésien du RAPPORT de l'Ambassade de France à Djakarta. Si la situation correspond à ce tableau, pourquoi l'Indonésie ne donne-t-elle pas toute liberté aux diplomates accréditées à Djakarta, aux organisations internationales de Défense des Droits de l'Homme et à la presse internationale pour visiter Timor. Pourquoi 9 ans de blocus?

"Continuez à prier pour nous et à appeler le monde libre à ouvrir les yeux sur les barbarités dont les indonésiens sont capables", écrivait Mgr. Belo à son prédecesseur en février. Est-ce que le gouvernement français refusera d'ouvrir les yeux?